

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 06/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SYVALORM Fontaine

La Halopperie
Lieu-dit La Voie Blanche
41800 FONTAINE LES COTEAUX

Références : 2022 – 408/ PR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement SYVALORM Fontaine implanté La Halopperie Lieu-dit La Voie Blanche 41800 FONTAINE LES COTEAUX. L'inspection a été annoncée le 01/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYVALORM Fontaine
- La Halopperie Lieu-dit La Voie Blanche 41800 FONTAINE LES COTEAUX
- Code AIOT dans GUN : 0010013354
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le SYVALORM exploite une installation de collecte de déchets non dangereux et dangereux apportés par les par le producteur initial ainsi qu'une installation de broyage de déchets verts sur la commune de Fontaine les Cotteaux (déchetterie de Montoire).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 09/12/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
Gestion des déchets végétaux.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Sans objet
Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet
VLE pour rejet dans le milieu naturel.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
Odeurs.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26	/	Sans objet
Compléments à l'article 5 et à l'article 13 de l'AM du 6 ju	Arrêté Préfectoral du 09/12/2021, article 2.2.1	/	Sans objet
Arrêté préfectoral d'enregistrement du 9/12/2021.	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le seul constat susceptible de suites relevé concerne les installations électriques qui présentent des défauts.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des bâtiments et aires de gestion des déchets ou matières dangereuses facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; 3. D'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les déchets et matières dangereuses présents dans l'installation. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des extincteurs réalisé par la société CPI du Val de Loire le 18/06/2021. La bouche incendie référencée HYD 41149-34 est située à moins de 100 m des installations et le justificatif du débit de 149 m ³ /h est fourni dans le dossier d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Installations électriques et mise à la terre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : Non conforme. Les installations électriques ne sont pas correctement entretenues.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par SOCOTEC en date du 17/11/2021. L'examen du rapport de contrôle fait apparaître 3 défauts déjà signalés lors du contrôle précédent. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une attestation Q18 qui justifie que les installations électriques ne peuvent pas présenter de risque d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a indiqué que compte tenu des plannings très chargés des électriciens, les défauts seront levés avant le prochain contrôle prévu en novembre 2022. Les installations électriques ne sont pas correctement entretenues. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions correctives afin de lever les défauts relevés par l'organisme vérificateur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie et polluées
Prescription contrôlée : <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : Conforme.
Observations : Le site est doté d'un bassin de confinement étanche. Une vanne obturatrice est présente et est matérialisée par une pancarte. Un essais de fermeture et d'ouverture manuel a été réalisé, il s'est avéré satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets végétaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets végétaux.
Prescription contrôlée : Gestion des déchets végétaux. I. Admission et traitement des déchets végétaux Les seuls déchets admis dans l'installation sont les déchets végétaux non dangereux, c'est-à-dire des déchets constitués de matière végétale non transformée (bois, écorce, liège, feuilles, etc.). Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets non conformes aux déchets admissibles dans l'installation sont retournés au déposant ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article. L'exploitant recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé. Une inspection visuelle est menée avant le broyage. Les déchets autres que végétaux présents accidentellement dans les déchets végétaux sont retirés avant broyage et traités avec les déchets similaires produits par l'installation. II. Conditions d'entreposage L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait plus d'opérations de broyage sur le site depuis aout 2021. Les prescriptions relatives au broyage n'ont pas été vérifiées. Les conditions d'admission des déchets verts sont conformes et la hauteur de stockage était inférieure à 3 m le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents.
Prescription contrôlée : Collecte des effluents. Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le plan d'ensemble du site ou figure le schéma des réseaux. Le schéma comporte les différents ouvrages (vanne obturatrice, séparateurs d'hydrocarbures...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE pour rejet dans le milieu naturel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel.
Prescription contrôlée : VLE pour rejet dans le milieu naturel. Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. Matières en suspension totales 35 mg/l DCO (sur effluent non décanté) 125 mg/l Hydrocarbures totaux 10 mg/l
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport d'analyses du prélèvement des eaux résiduaires réélus par EUROFINs en date du 17/12/2021. Les résultats sont conformes pour les paramètres DCO, DBO5, MES, HCT, pH et température.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Odeurs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs.
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les zones d'entreposage des déchets végétaux.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté d'odeurs particulières sur le site à proximité du stockage de déchets verts. A noter qu'il n'y avait pas de campagne de broyage de déchets verts le jour de la visite. L'exploitant a indiqué qu'il faisait évacuer les déchets verts par son prestataires tous les 15 jours environ ce qui limite le risque d'odeurs sur le site. Le jour de la visite l'établissement n'était pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : I. Valeurs limites de bruit : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB (A) 4 dB (A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions sonores réalisé par SOCOTEC le 03/08/2020. Les résultats sont conformes. Néanmoins l'exploitant a indiqué que le contrôle n'a pas été réalisé pendant une campagne de broyage, le contrôle n'étant donc pas représentatif. L'exploitant a indiqué que suite au renouvellement de contrat avec VEOLIA en 2021, les opérations de broyage sont arrêtées depuis le mois d'août 2021. Les mesures de bruit sont conformes pour la partie déchetterie. Il est demandé à l'exploitant de profiter de la prochaine campagne de broyage pour faire réaliser une mesure de bruit représentative.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Compléments à l'article 5 et à l'article 13 de l'AM du 6 ju

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets verts
Prescription contrôlée : Le casier d'entreposage de déchets verts, dont les parois au sud-ouest orientées vers la voirie et au nord-ouest orientées vers la voirie d'accès sont composées de murs en béton EI120 d'une hauteur de 2,4 m, est implanté à moins de 20 mètres des limites de l'installation (environ 4 mètres) en référence au plan d'ensemble figurant dans le dossier technique susvisé. La hauteur du stockage de déchets verts est limitée à 3 mètres et la surface de stockage de déchets verts est limitée à 472 m ² .
Constats : Conforme.
Observations : La casier d'entreposage est doté de mur en béton de 2,4 m de hauteur. La hauteur de stockage des déchets verts fixée à 3m est respectée, elle ne dépasse pas la hauteur des murs béton. Les conditions d'entreposage des déchets verts étaient conformes le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêté préfectoral d'enregistrement du 9/12/2021.

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, Arrêté préfectoral d'enregistrement.
Prescription contrôlée : Article R512-74 Version en vigueur depuis le 01 mars 2017 Modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 6 I.-L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. Le délai de mise en service est suspendu jusqu'à la notification à l'auteur de la décision administrative ou à l'exploitant, dans les deux premières hypothèses, d'une décision devenue définitive ou, dans la troisième, irrévocable en cas de : 1° Recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration ; 2° Recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire ; 3° Recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire ayant fait l'objet d'un dépôt de demande simultanée conformément au premier alinéa de l'article L. 512-15 du présent code. II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a indiqué que le broyage de déchets verts ne se fait plus sur le site depuis le mois d'août 2021 suite au nouveau contrat signé pas son prestataire VEOLIA. Le contrat est valide jusqu'en 2026. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'AP d'enregistrement cessera de produire effet pour la rubrique 2794 le 09/12/2024 si l'activité de broyage de déchets verts n'a pas encore été mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet